

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2000.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 avril 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

Mme VOGELS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3353

[S - C - 2000/29445]

12 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment l'article 24^{quater} inséré par le décret du 19 juillet 1991 et modifié par le décret du 4 janvier 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1999 relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral;

Vu les avis du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 4/98 du 10 juin 1998, n° 5/98 du 12 novembre 1998 et n° 5/2000 du 26 juin 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 juillet 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 septembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'accord du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la République française autorisant l'utilisation de la "nouvelle signalétique pour la protection de l'enfance et de l'adolescence", donné le 22 décembre 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Les émissions télévisées des organismes de radiodiffusion visés à l'article 24^{quater} du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel sont classifiées selon les catégories suivantes :

1. émissions tous publics;
2. émissions pour lesquelles un accord parental est souhaitable;
3. émissions pour lesquelles un accord parental est indispensable;
4. émissions interdites aux mineurs de moins de 16 ans;
5. émissions interdites aux moins de 18 ans.

Art. 2. Les émissions tous publics ne font l'objet d'aucune identification.

Art. 3. Les émissions pour lesquelles un accord parental est souhaitable sont des œuvres de fiction qui, en raison de certaines scènes ou de l'atmosphère qui s'en dégage, pourraient heurter la sensibilité du jeune public.

Ces émissions sont identifiées à l'aide d'un rond blanc sur un disque bleu.

Art. 4. Les émissions pour lesquelles un accord parental est indispensable sont les œuvres interdites aux mineurs de moins de 12 ans, ainsi que les œuvres pouvant troubler le jeune public, notamment lorsque le scénario recourt de façon systématique et répétée à la violence physique ou psychologique.

Ces émissions sont identifiées à l'aide d'un triangle blanc sur un disque orange.

Art. 5. Les émissions interdites aux mineurs de moins de 16 ans sont des œuvres à caractère érotique ou de grande violence.

Ces émissions sont identifiées par un carré blanc sur un disque rouge.

Art. 6. Les émissions interdites aux moins de 18 ans sont des œuvres à caractère pornographique et/ou de violence gratuite.

Ces émissions sont identifiées par une croix blanche sur un disque violet.

Art. 7. Chaque organisme de radiodiffusion relevant de la Communauté française classe les émissions qu'il diffuse selon les catégories visées à l'article 1^{er}.

Les émissions d'information ne font l'objet d'aucune classification.

Art. 8. Les émissions tous publics peuvent être diffusées sans restriction par tout organisme de radiodiffusion.

Art. 9. Les horaires de diffusion des émissions pour lesquels un accord parental est souhaitable sont laissés à l'appréciation des organismes de radiodiffusion mais ces émissions doivent, jusqu'à 20 heures, être identifiées par les organismes de radiodiffusion, par le sigle visé à l'article 3, pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

Les émissions pour lesquelles un accord parental est souhaitable diffusées après 20 heures doivent être identifiées, par le sigle visé à l'article 3, pendant une durée de 60 secondes en début de diffusion, générique inclus, et durant 15 secondes après chaque interruption de l'œuvre.

De plus, le sigle d'identification visé à l'article 3 doit apparaître à l'écran lors des bandes annonces de l'œuvre en question, au minimum au moment où le titre du film et son rendez-vous horaire apparaissent à l'écran. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des images susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public et ne pourront, en aucun cas, être diffusées juste avant et juste après des émissions pour enfants.

Art. 10. Les émissions pour lesquelles un accord parental est indispensable doivent, jusqu'à 22 heures, être identifiées par les organismes de radiodiffusion, par le sigle visé à l'article 4, pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus. Exception faite pour les services de radiodiffusion utilisant des signaux codés, ces émissions ne peuvent être diffusées avant 20 heures.

Les émissions pour lesquelles un accord parental est indispensable diffusées après 22 heures doivent être identifiées, par le sigle visé à l'article 4, pendant une durée de 60 secondes en début de diffusion, générique inclus, et durant 15 secondes après chaque interruption de l'œuvre.

De plus, le sigle d'identification visé à l'article 4 doit apparaître à l'écran lors des bandes annonces de l'œuvre en question, au minimum au moment où le titre du film et son rendez-vous horaire apparaissent à l'écran. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des images susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public et ne pourront, en aucun cas, être diffusées juste avant et juste après des émissions pour enfants.

Art. 11. Les émissions interdites aux mineurs de moins de 16 ans ne peuvent être diffusées avant 22 heures et doivent être identifiées, par le sigle visé à l'article 5, pendant la totalité de leur diffusion, génériques inclus.

De plus, le sigle d'identification visé à l'article 5 doit apparaître à l'écran lors des bandes annonces de l'œuvre en question, au minimum au moment où le titre du film et son rendez-vous horaire apparaissent à l'écran. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des images susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public.

Art. 12. Les émissions interdites aux moins de 18 ans ne peuvent être diffusées avant minuit et seulement à l'aide de signaux codés. Elles doivent en outre être identifiées, par le sigle prévu à l'article 6, durant la totalité de leur diffusion, générique inclus.

De plus, le sigle d'identification visé à l'article 6 doit apparaître à l'écran lors des bandes annonces de l'œuvre en question, au minimum au moment où le titre du film et son rendez-vous horaire apparaissent à l'écran. Ces bandes-annonces ne pourront, en aucun cas, contenir des images susceptibles de heurter la sensibilité du jeune public.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 1999 relatif à la protection des mineurs contre les émissions de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2000.

Art. 15. Le ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 12 octobre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTER

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3353

[C — 2000/29445]

12 OKTOBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bescherming van de minderjarigen tegen de televisie-programma's die schade zouden kunnen berokkenen aan hun lichamelijke, mentale of morele ontplooiing

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op artikel 24^{quater}, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1991 en gewijzigd bij het decreet van 4 januari 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 1999 betreffende de bescherming van de minderjarigen tegen de televisie-programma's die schade zouden kunnen berokkenen aan hun lichamelijke, mentale of morele ontplooiing;

Gelet op de adviezen van het College voor Advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector nr. 4/98 van 10 juni 1998, nr. 5/98 van 12 november 1998 en nr. 5/2000 van 26 juni 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 juli 2000 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 september 2000, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Republiek waarbij machtiging wordt verleend voor het gebruik van de « nouvelle signalétique pour la protection de l'enfance et de l'adolescence », gegeven op 22 december 1998;

Op de voordracht van de Minister belast met de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 oktober 2000,

Besluit :

Artikel 1. De televisie-uitzendingen van de radio-omroepinstellingen bedoeld bij artikel 24^{quater} van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector worden gerangschikt in volgende categorieën :

1° programma's voor iedereen bestemd;

2° programma's waarvoor de ouderlijke toestemming wenselijk is;

3° programma's waarvoor de ouderlijke toestemming onontbeerlijk is;

4° programma's ontzegd aan de minderjarigen onder de 16 jaar;

5° programma's ontzegd aan de minderjarigen onder de 18 jaar.

Art. 2. De programma's voor iedereen bestemd hebben geen identificatie.

Art. 3. De programma's waarvoor de ouderlijke toestemming wenselijk is, zijn fictie-werken die omwille van bepaalde scènes of atmosfeer, de gevoeligheid van het jonge publiek zouden kunnen krenken.

Deze programma's worden geïdentificeerd met een witte cirkel op een blauwe schijf.

Art. 4. De programma's waarvoor de ouderlijke toestemming onontbeerlijk is, zijn de werken die aan de minderjarigen onder de 12 jaar ontzegd zijn, alsook de werken die het jonge publiek kunnen verstoren, inzonderheid wanneer het scenario systematisch en herhaaldelijk lichamelijke of psychologische geweldpleging vertoont.

Die programma's worden geïdentificeerd met een witte driehoek op een orange schijf.

Art. 5. De programma's die ontzegd zijn aan de minderjarigen onder de 16 jaar zijn werken van erotische aard of met veel gewelddadigheden.

Deze programma's worden geïdentificeerd met een witte vierhoek op een rode schijf.

Art. 6. De programma's die aan minderjarigen onder de 18 jaar ontzegd zijn, zijn werken van pornografische aard en/of met onverantwoord geweld.

Deze programma's worden geïdentificeerd met een wit kruis op een paarse schijf.

Art. 7. Elke radio-omroepinstelling die ressorteert onder de Franse Gemeenschap rangschikt de programma's die zij uitzendt volgens de bij artikel 1 bedoelde categorieën.

De informatieprogramma's worden niet gerangschikt.

Art. 8. De programma's voor iedereen bestemd mogen zonder restrictie door elke radio-omroepinstelling uitgezonden worden.

Art. 9. De uren voor het uitzenden van de programma's waarvoor de ouderlijke toestemming wenselijk is, worden door de radio-omroepinstellingen zelf bepaald, maar die programma's moeten, tot 20 uur, door de radio-omroepinstellingen met het herkenningsteken bedoeld in artikel 3 worden geïdentificeerd gedurende heel de duur van hun uitzending, met inbegrip van de generiek.

De programma's waarvoor de ouderlijke toestemming wenselijk is en die na 20 uur worden uitgezonden, moeten, met het herkenningsteken bedoeld in artikel 3, worden geïdentificeerd gedurende een periode van 60 seconden bij het begin van de uitzending, met inbegrip van de generiek, en gedurende 15 seconden na elke onderbreking van de werkvertoning.

Het in artikel 3 bedoelde herkenningsteken moet bovendien op het scherm verschijnen bij de vertoning van de trailers van de betrokken film, ten minste wanneer de titel van de film en de programmeringsuren ervan op het scherm verschijnen. Die trailers mogen in geen geval beelden bevatten die de gevoeligheid van het jonge publiek kunnen krenken en mogen in geen geval vlak vóór en vlak na de programma's voor kinderen worden uitgezonden.

Art. 10. De programma's waarvoor de ouderlijke toestemming onontbeerlijk is, moeten, tot 22 uur, door de radio-omroepinstellingen met het herkenningsteken bedoeld in artikel 4 worden geïdentificeerd gedurende heel de duur van hun uitzending, met inbegrip van de generiek. Er wordt een uitzondering gemaakt voor de radio-omroepdiensten die gecodeerde signalen gebruiken, waarbij die programma's niet vóór 20 uur mogen worden uitgezonden.

De programma's waarvoor de ouderlijke toestemming onontbeerlijk is en die na 22 uur worden uitgezonden, moeten, met het herkenningsteken bedoeld in artikel 4, worden geïdentificeerd gedurende een periode van 60 seconden bij het begin van de uitzending, met inbegrip van de generiek, en gedurende 15 seconden na elke onderbreking van de werkvertoning.

Het in artikel 4 bedoelde herkenningsteken moet bovendien op het scherm verschijnen bij de vertoning van de trailers van de betrokken film, ten minste wanneer de titel van de film en de programmeringsuren ervan op het scherm verschijnen. Die trailers mogen in geen geval beelden bevatten die de gevoeligheid van het jonge publiek kunnen krenken en mogen in geen geval vlak vóór en vlak na de programma's voor kinderen worden uitgezonden.

Art. 11. De programma's die aan de minderjarigen onder de 16 jaar ontzegd zijn, mogen niet vóór 22 uur worden uitgezonden en moeten met het in artikel 5 bedoelde herkenningsteken worden geïdentificeerd gedurende heel de duur van hun uitzending, met inbegrip van de generiek.

Het in artikel 5 bedoelde herkenningsteken moet bovendien op het scherm verschijnen bij de vertoning van de trailers van de betrokken film, ten minste wanneer de titel van de film en de programmeringsuren ervan op het scherm verschijnen. Die trailers mogen in geen geval beelden bevatten die de gevoeligheid van het jonge publiek kunnen krenken.

Art. 12. De programma's die aan jongeren onder de 18 jaar ontzegd zijn, mogen niet vóór middernacht worden uitgezonden en mogen alleen met gecodeerde signalen worden uitgezonden. Zij moeten overigens met het herkenningsteken bedoeld in artikel 6 worden geïdentificeerd gedurende heel de duur van hun uitzending, met inbegrip van de generiek.

Het in artikel 6 bedoelde herkenningsteken moet bovendien op het scherm verschijnen bij de vertoning van de trailers van de betrokken film, ten minste wanneer de titel van de film en de programmeringsuren ervan op het scherm verschijnen. Die trailers mogen in geen geval beelden bevatten die de gevoeligheid van het jonge publiek kunnen krenken.

Art. 13. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 1999 betreffende de bescherming van de minderjarigen tegen de televisieprogramma's die schade zouden kunnen berokkenen aan hun lichamelijke, mentale of morele ontplooiing wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2000.

Art. 15. De minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 oktober 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van de Audiovisuele Sector,

Mevr. C. DE PERMENTIER